

May obtient un répit pour conduire le Brexit

Les partisans d'une sortie brutale de l'UE ont échoué à renverser la première ministre avant le sommet européen

LONDRES - *correspondant*

Une fois encore, la ténacité de Theresa May a eu raison des assauts de ceux qui veulent faire dérailler son Brexit. Donnée pour politiquement moribonde la veille, la première ministre britannique a retrouvé un peu d'air dans la soirée du mercredi 12 décembre, en remportant le vote de défiance lancé contre elle par l'aile droite du Parti conservateur, dont elle reste donc la chef.

Sur 317 députés tories, 200 lui ont renouvelé leur confiance, lui offrant un répit. Un tel vote ne peut plus intervenir pendant un an, selon les règles du parti. Sauvée au moins provisoirement, elle va pouvoir se présenter la tête haute au sommet européen spécial Brexit programmé jeudi 13 décembre, à Bruxelles.

Dès son intervention matinale, devant le 10 Downing Street, Theresa May arborait l'assurance de la battante : « *Je me battraï de toutes mes forces* », annonçait-elle, laissant entendre qu'elle livrait là le combat de sa vie.

La veille au soir, elle avait été informée par Graham Brady, le député conservateur chargé de réceptionner les doléances de ses pairs, qu'un vote de défiance interne aux tories était enclenché puisque quarante-huit lettres d'élus de la formation – le seuil réglementaire – le réclamaient.

« Un acte d'irresponsabilité »

Plutôt que de laisser aux rebelles le temps de s'organiser, Graham Brady, un fidèle de Theresa May qu'elle a récemment anobli, a programmé le vote pour le soir même. Immédiatement, une nuée de ministres s'est déployée dans les médias et sur les réseaux sociaux pour apporter leur soutien à

la première ministre. Leur message était identique : ce n'est vraiment pas le moment de s'engager dans une élection et d'étaler ses divisions alors que la chef du gouvernement s'est lancée dans une tentative désespérée d'obtenir des dirigeants européens des amendements à l'accord sur le Brexit.

Le vote de défiance est « *un acte d'irresponsabilité, de folie et de vandalisme national* », a tonné Alan Duncan, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. La colère des élus avait, elle, redoublé lorsque, lundi 10 décembre, M^{me} May avait reporté sine die le vote sur ce texte, qu'elle savait perdu.

Mercredi, face à un Jeremy Corbyn, leader de l'opposition, éruc-

M^{me} May doit encore faire voter l'accord sur le Brexit, alors que 117 députés tory lui ont signifié leur hostilité

tant contre ce « *mépris du Parlement* », la première ministre a reçu le soutien de poids de Ken Clarke. Ce vétéran europhile, membre des tories, a qualifié le vote de défiance de « *stérile, hors de propos et irresponsable* ». Dans la soirée, Theresa May a été accueillie par des applaudissements et des claquements de pupitres dans la salle 14 du Parlement de Westminster, où les députés conservateurs allaient voter à huis clos. Pour amadouer ses collègues, elle a annoncé, engagement peu contraignant, qu'elle avait l'intention de quitter le gouvernement avant les prochaines législatives prévues en 2022.

Mercredi soir, la première mi-

nistre a surtout confirmé qu'elle continuerait de se battre pour obtenir de l'Union européenne (UE) un engagement contraignant sur la possibilité pour le Royaume-Uni de sortir de l'union douanière où, en vertu de l'accord, il doit rester tant qu'une autre solution n'est pas trouvée pour éviter une frontière entre les deux Irlandes.

Signe d'une assurance retrouvée du gouvernement, le ministre des finances, Philip Hammond, anti-Brexit, est sorti de son habituelle réserve : le vote de défiance est une occasion de « *se débarrasser des extrémistes* », a-t-il lancé.

De fait, les initiateurs du vote, comme Jacob Rees-Mogg et Steve Baker, font partie de ces députés tories qui, à l'instar de Boris Johnson, militent pour une rupture brutale avec l'UE, un « *no deal* » permettant un nouveau tournant ultralibéral. Cela faisait des mois qu'ils annonçaient, faussement, un vote de défiance. Le report par Theresa May du vote des députés sur le Brexit leur a fourni l'occasion de passer à l'acte.

La crainte du chaos

Leur échec affaiblit les partisans d'un « *no deal* », présenté comme catastrophique pour l'économie par les experts. Theresa May, souvent critiquée pour son manque de vision sur le Brexit et sa stratégie consistant constamment à chercher à gagner du temps dès qu'un obstacle se présente, gagne, grâce à ses opposants, un sursis opportun. Mais elle est loin d'être sortie d'affaire. Il lui reste à faire voter l'accord sur le Brexit alors que 117 députés de son parti lui ont signifié leur hostilité.

Même si les Vingt-Sept trouvent une formule juridique pour affirmer que le maintien dans l'union douanière n'est que provisoire, il

est tout sauf sûr qu'elle suffise à convaincre une majorité de députés. Une manifestation de bonne volonté sur ce plan lors du sommet de l'UE de jeudi pourrait accélérer un vote. Mais Theresa May pourrait aussi attendre janvier en comptant sur la crainte du chaos à l'approche d'une sortie sans accord à l'échéance prévue du Brexit, le 29 mars 2019.

Le véritable tournant pourrait se situer le 21 janvier, jour où, en vertu d'un amendement parlementaire, M^{me} May doit informer les élus de ses intentions si le « *deal* » n'est toujours pas voté. Les députés pourraient alors amender sa déclaration en y incluant la possibilité d'un second référendum. Le sort de cette idée, prônée désormais par certains élus conservateurs, dépend de l'attitude du Labour, qui, pour l'instant, lui préfère de nouvelles élections.

Dans ce but, Jeremy Corbyn, le chef des travaillistes, pourrait lancer dès maintenant un vote de défiance parlementaire contre Theresa May. Mais pour l'heure, surtout après le succès enregistré par la première ministre mercredi soir, il n'a guère de chance de le remporter.

Il pourrait en être autrement en cas de blocage parlementaire persistant. Si aucune majorité ne peut se dégager sur l'accord négocié par Londres, même amendé par l'UE, et alors qu'un « *no deal* » est exclu par une écrasante majorité des députés, la seule issue serait un second référendum. Le ralliement du Labour à cette hypothèse, défendue aussi par les indépendantistes écossais et les lib-dem, pourrait susciter un élan et commander une majorité. Theresa May n'aurait alors guère d'autre choix que de s'y rallier. ■

PHILIPPE BERNARD

A Maidenhead, les électeurs s'exaspèrent des divisions entre tories

La dirigeante Theresa May reste très populaire dans sa circonscription, où l'on s'agace des interminables rivalités au sein des conservateurs

REPORTAGE

MAIDENHEAD - envoyé spécial

Quand la nouvelle de la victoire de Theresa May face aux députés conservateurs rebelles est tombée, mercredi 12 décembre dans la soirée, Stephen Wadham et Alistair MacLean ont levé leur pinte de bière à la santé de la première ministre britannique. Les deux amis ne sont pas de grands amateurs de politique. Le premier a voté pour le Brexit lors du référendum de 2016, le second pour rester dans l'Union européenne. Mais tous les deux partagent aujourd'hui un même désir : tourner enfin la page de ces interminables négociations. « *Il y a une telle intransigeance de la part des extrémistes, que ce soit les brexiters ou les "remainers", alors qu'il est temps de faire des compromis* », estime M. Wadham, 56 ans, électeur conservateur.

Les deux Britanniques sont attachés au 15 Queen, un élégant pub gastronomique du centre-ville de Maidenhead, la circonscription de Theresa May depuis 1997. Dans ce fief imprenable, où la première ministre a recueilli 64 % des voix aux élections législatives de 2017, personne n'a de mots assez durs pour condamner la tentative de

putsch d'une partie des députés conservateurs. « *C'était vraiment stupide* », condamne M. Wadham.

« Cadeau à la nation »

Pour lui, les ego surdimensionnés et les ambitions personnelles des élus conservateurs ont pris le dessus sur la raison : « *Boris [Johnson] n'est pas sérieux. C'est un bluffeur.* »

A quelques kilomètres de là, dans le village cossu de Cookham,

qui fait partie de la même circonscription, quelques membres du parti conservateur local sont réunis au Bel & The Dragon, un pub à la cheminée ronflante et aux poutres apparentes. Ce lieu historique, l'un des plus vieux relais de diligences d'Angleterre, respire l'opulence et les préparatifs de Noël. « *Il est temps que tout le monde se range derrière Theresa May* », estime Simon Dudley, le maire de Maidenhead. Lui qui a fait campagne pour le Brexit, alors que Theresa May était contre avant le référendum de juin 2016, pense que les débats ont trop duré. « *La première ministre a dit qu'elle ne mènerait pas le Parti conservateur aux prochaines élections législatives [en 2022]. Son cadeau à la nation est de mener le Brexit à terme.* »

Seuls un quart des Britanniques affirment que l'accord de retrait

proposé par Theresa May est bon. Mais à Maidenhead, ce bastion conservateur situé à quarante minutes de train de Londres, l'approbation est très majoritaire.

En partie, il s'agit d'un effet local. Beaucoup connaissent la première ministre, qui continue aujourd'hui encore à suivre de près ses électeurs. Ainsi, Melissa Tiller, jeune mère célibataire qui avait des problèmes personnels, a contacté tous les partis politiques pour demander de l'aide. « *Personne ne m'a répondu. J'ai fini par écrire à mon député, sans savoir qui c'était. Le lendemain, son bureau m'a répondu, et j'ai ensuite été reçue à Downing Street, par Theresa May en personne. Elle a débloqué ma situation très rapidement.* »

Au-delà de ce travail de terrain, le soutien local dont bénéficie la première ministre britannique vient

« On dirait des enfants dans une cour de récréation »

WILL BROOKS
47 ans

aussi d'un rejet du jusqu'au-bou-

tisme des principaux brexiters. « *On dirait des enfants dans une cour de récréation, soupire Will Brooks, 47 ans. Face à eux, Theresa May a un boulot impossible, et personne n'aurait fait mieux.* »

Linda Shepherd, élégante dame de 66 ans, qui soutient le Brexit, renchérit. « *David Cameron [premier ministre lors du référendum] a quitté la scène, David Davis [ancien ministre du Brexit] a fait de*

même, Theresa May est la dernière à rester debout. » La cliente du Bel & The Dragon estime aussi que toutes les alternatives sont pires que l'accord de retrait de l'UE. « *J'ai très peur que le Brexit finisse par ne pas avoir lieu. J'ai aussi peur que Jeremy Corbyn [leader du Parti travailliste] devienne premier ministre, qu'on se retrouve avec un gouvernement marxiste.* »

Reste qu'avec 117 députés conservateurs qui ont voté la défiance, et 200 leur soutien, Theresa May ressort fragilisée du vote interne de mercredi. Faire ratifier l'accord sur le Brexit à la Chambre des communes va relever de la mission impossible. M. Banghra ne partage pas ce pessimisme. « *Theresa May a systématiquement été sous-estimée, mais elle est toujours là. Et elle va continuer à se battre.* » ■

ERIC ALBERT